

n° 164

CONTRACT



Sommaire n° 164

Couverture	JJK	
Edito	Anne-Cécile	 3
Anniversaire	Les débuts de Contratom	 4 - 5
Suisse	Canicule E. Weiss	 6 - 7
Archives en Photos	JJK	 8 - 9
CH-FR	Cern, concertation biaisée J. Le Guern	 10-11
France	EDF, qui va payer? J. Le Guern	 12-13
40 ans de contratom	Quelques dates	 14-15
France	Mines françaises Ph. Progin	 16

BRÈVES

CONFÉRENCE SUR LE NUCLÉAIRE À ALTERNATIBA

Dans le cadre d'Alternatiba, une conférence sur le thème: «nucléaire, rêve ou solution?» a été organisée dans les locaux d'Unimail à Genève le 1er septembre dernier.

Au cours de cette réunion, une table ronde (avec Delphine Klopfenstein, Conseillère nationale et Cédric Jeanneret, expert des questions énergétiques) a d'abord été consacrée à l'approvisionnement énergétique sur le thème «un système énergétique 100% renouvelable à portée de main». Une autre table ronde a suivi avec Joël Guerry de Sortir du nucléaire Bugey et Marjorie de Chastonay, Conseillère administrative de la Ville de Genève, au sujet de la centrale du Bugey, située aux portes de Genève, et dans la foulée, **ContrAtom** était présente au "Village des alternatives" Alternatiba le 5 septembre au Parc des Bastions, occasion de nombreux échanges avec un public réceptif et intéressé!

SÉCHERESSE ET NUCLÉAIRE NE FONT PAS BON MÉNAGE

Les centrales nucléaires françaises ont connu trois épisodes de sécheresse. La température des fleuves assurant le refroidissement des centrales étant trop élevée, **EdF a été contrainte d'arrêter un certain nombre de ses centrales en juin, en juillet et en août. Le pic a été atteint le 12 août:** ce jour-là, 13 réacteurs sur 57 étaient à l'arrêt et 20,4% de la puissance nucléaire française était indisponible, avec, comme l'an passé, une invasion de méduses dans la centrale de Gravelines qui obstruaient les circuits de refroidissement.

En Suisse, la situation est comparable. Beznau a connu trois périodes d'arrêt: fin juin (dès que l'Aar a atteint la température de 25°C), en juillet puis en août avant un redémarrage échelonné entre le 21 et le 27 août.

Nul doute que la situation empirera dans les années à venir! Comment peut-on encore prétendre que l'énergie nucléaire est plus fiable que les énergies renouvelables?

Impressum

ContrAtom

Editeur / rédacteur

CP 65

CH - 1211 Genève 8

Téléphone/répondeur:

022 321 57 09

www.contrAtom.ch

info@contrAtom.ch

N'hésitez pas à nous appeler pour prendre contact, pour recevoir d'autres documents, pour être informés sur les dates des réunions de notre comité et sur nos activités.

- Tirage 1150 exemplaires

- Graphisme atelier Compub

- Imprimerie Fornara

- Parais 4 x par an, envoyé aux membres et cotisants

- Cotisation annuelle

(comprenant l'abonnement au journal): 40.- F

Abonnement au journal uniquement 30.- F

Soutien: 60.- F

ou plus.....

Le CCP de contrAtom est alimenté exclusivement par votre générosité.

**Mille mercis à tous ceux et celles qui nous soutiennent
CCP 12-13446-0**

IBAN CH75 0900 0000 1201 3446 0



Bel anniversaire, les ContrAtomistes!!!

Si vous avez jeté un coup d'œil sur la couverture de ce journal, vous avez évidemment deviné de quoi je veux parler!

C'est en effet, le 1er juin 1986, il y a donc 40 ans, que ContrAtom lançait sa première manif contre une sordide foire du nucléaire qui devait se tenir à Genève, à Palexpo plus précisément, et par la suite, à l'instar du Salon de l'Auto, y revenir chaque année! Première manif, première victoire! Quelle belle manif! Nous étions plus de 3000! (Il faut dire que l'accident de Tchernobyl venait de se produire!) Résultat de cette magnifique mobilisation: les nucléocrates de tous les bords, fortement ébranlés par la fougue des antinucléaires si déterminés à faire échouer la tenue de cette foire, ne sont jamais revenus et Genève, loin de devenir la capitale de l'atome souhaitée par certains, bascula dans le camp adverse en **donnant naissance à un formidable mouvement de résistance au nucléaire! Il fallait dès lors compter avec ContrAtom** qui n'allait pas tarder à démontrer de quel bois elle se chauffait, en particulier dans la lutte exemplaire que nous avons menée contre ce maudit surgénératueur Superphénix à Creys-Malville, dans l'Ain à 70 km de Genève.

En cogitant sur les rebondissements de cette première mobilisation, j'ai cherché à me souvenir du tout début de «l'aventure ContrAtom». Pour moi, Alain Cudet et Laurent Excoffier sont les pionniers de l'histoire. Si vous avez envie d'en savoir plus sur la genèse de votre association lisez le récit qu'en avait fait Alain dans un article paru dans le N°1 de ContrAtom en mars 1988 et que nous reproduisons en page 4-5 du présent journal.

Alain et Laurent, je les ai croisés lors d'une «journée du vélo» en 1984 occupés qu'ils étaient à organiser une convergence cycliste sur Creys-Malville, déjà! Je les ai bientôt retrouvés œuvrant à organiser la fameuse manif du 1er juin avec le succès que l'on sait!

Puis ce fut la **bataille interminable contre Superphénix!** Que de belles manifs à travers Genève, à Creys-Malville, à Annemasse et même à Paris! Et les joyeux pique-niques devant le Consulat de France que nous avons même eus jusqu'à occuper! Quels trésors d'imagination n'avons-nous pas déployés durant l'interminable lutte contre cette bombe en puissance qui, chaque fois qu'on la croyait neutralisée, renaissait de ses cendres et repartait de plus belle. Combien de fois n'avons-nous pas chanté victoire pour nous retrouver peu après dépités et consternés face à un énième redémarrage! On a tenu bon de défaites en défaites jusqu'à la victoire, soit la fermeture du monstre en juin 1997. Quel soulagement!

Certes, Superphénix nous a occupé presque à plein temps pendant une décennie, ce qui n'a pas empêché ContrAtom de se battre sur une multitude d'autres fronts! Vous vous souvenez peut-être de **notre acharnement à faire respecter l'article antinucléaire 160C (devenu 160E) de la Constitution genevoise**, de **nos joutes contre les Services industriels** qui n'ont pas toujours montré patte aussi blanche qu'aujourd'hui, de **nos mobilisations répétées devant l'OMS** qui s'obstinait à nous cacher la vérité sur les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl, de **notre intervention pour faire capoter le projet énergivore «Digiplex»** (opérateur télé-com-internet); de **nos piquets ponctuels et répétés devant l'Hôtel de Ville pour empêcher l'Assemblée Constituante de se débarrasser de l'article antinucléaire de la Constitution genevoise!**

Bien sûr, les mobilisations n'ont pas toujours été aussi spectaculaires que lors de la première manif, on n'a pas été 3000 à chaque fois mais on a souvent réussi, même avec une poignée de militants, de très bons coups!

Puisqu'il est question ici de remettre en lumière la genèse de la lutte antinucléaire genevoise, je tiens à rappeler que nous devons une **fière chandelle aux «Riverains contre Verbois nucléaire»** sans la mobilisation desquels nous aurions peut-être, à l'heure qu'il est, une centrale atomique à surveiller aux portes de Genève!

J'ai cité en début de cet édit, les deux pionniers, Alain et Laurent mais je n'oublie pas Pierre Vanek qui fut pendant longtemps une figure clé du mouvement et un relais politique très efficace des revendications de ContrAtom au sein du parlement genevois!

A l'heure qu'il est nous ne sommes hélas, pas au bout de nos peines! Le degré d'intoxication pronucléaire auquel est soumise l'opinion publique atteint des sommets, jusqu'à faire passer le nucléaire pour une énergie verte, vertueuse, bonne pour le climat et nous voilà dès lors contraints de récolter des paraphes pour contrer la **décision aberrante de notre gouvernement de supprimer l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires actée en 2017** en votation populaire, un comble! A ce propos, avez-vous pensé à renvoyer le formulaire joint au n°163 de ce journal? C'est le dernier moment!

Courage, les ContrAtomistes, on finira bien par nous donner raison!

Vive la résistance au nucléaire, vive ContrAtom et bon anniversaire!

Anne-Cécile



LES DÉBUTS DE CONTRATOM

Pour le quarantième anniversaire de ContrAtom, Alain Cudet, co-fondateur de ContrAtom nous invite à relire un article du N°1 paru en mars 1988: on y redécouvre une description du paysage anti-nucléaire de l'époque qui a conduit à la naissance de notre association.

ContrAtom trouve principalement et fondamentalement son origine dans ce que nous appellerons l'après-80 antinucléaire, qui a vu l'essoufflement plus ou moins rapide de la plupart des groupements antinucléaires genevois qui existaient encore à cette époque. Cet essoufflement était dû à Genève à un «manque» d'objectifs de lutte concrets, le spectre de Verbois nucléaire étant relégué pour un bout de temps aux oubliettes et au fait que le mouvement pacifiste, qui se développait extraordinairement à cette époque, mobilisa beaucoup d'énergie militante au détriment peut-être d'autres mouvements.

Ainsi le GTAN (Groupe de Travail AntiNucléaire), le journal «l'Anicroche», le CCVN (Comité de Coordination contre Verbois Nucléaire) puis enfin même le mouvement de France voisine en lutte contre le surgénérateur de Malville, mordirent tour à tour la

poussière, parfois même grâce au coup de pouce de quelques militants «verdâtres» désireux d'éliminer une forme de concurrence certaine à l'approche d'élections...

Une des dernières victoires du mouvement, l'acceptation par le peuple genevois de l'initiative cantonale «l'énergie notre affaire» en décembre 1986, fut elle aussi l'objet de désaccords entre différentes tendances, à propos d'un de ses volets importants, un contrôle populaire sur le budget des Services industriels de Genève, qui fut sacrifié au nom de ce que certains considéraient comme du réalisme politique ou juridique... La pilule passa mal pour nombre de militants, ce qui renforça leur volonté de s'affranchir de groupes de moins en moins décidés à remettre en cause les règles du jeu institutionnel et/ou devenus tout simplement fantomatiques.

De «Courant Alternatif» à «ContrAtom»

Dans le courant de l'année 1985, fut donc créé le groupe Courant Alternatif, soucieux de relancer un mouvement qui soit issu de militants prêts à s'investir dans un travail d'agitation et de mobilisation extraparlémentaire pour l'essentiel, sur des problèmes et des thèmes considérés peut-être comme peu «porteurs», mais très importants par rapport à une ligne antinu-

cléaire conséquente. Ceci naturellement, sans nécessairement renoncer pour autant à utiliser à l'occasion des instruments plus institutionnels comme l'intervention parlementaire, le référendum ou l'initiative.

Pour illustrer cette pratique à contre-courant, donnons l'exemple des militants de ce groupe qui participèrent en 1984 à l'organisation de la dernière grande mobilisation contre Superphénix à Malville, sans trouver de soutien très étendu à Genève. Ils furent ainsi les seuls Suisses présents dans cette campagne.

Fin 1985, Courant Alternatif apprit qu'une foire internationale du nucléaire, ENC'86, se tiendrait en juin 1986 au Palexpo de Genève et décida de s'opposer à la tenue de cette foire en la perturbant par tous les moyens à sa disposition. Son appel fut entendu par quelques mouvements genevois et suisses, qui décidèrent de participer eux aussi à cette campagne.

Une association fut créée pour la circonstance, réunissant les divers groupes la constituant, avec pour nom ContrAtom. Le choix de ce nom était une sorte de gag, l'intention étant d'apparaître comme le pendant d'organisations pronucléaires internationales telles qu'Euratom ou Foratom, qui chaperonnaient ENC'86.

C'est en avril de la même année, après l'accident de Tchernobyl, que l'association prit son essor véritable, avec la participation de plus d'une cinquantaine de groupes genevois, suisses et internationaux.

Renonçant à brûler ses cartouches sous le coup de la colère, ContrAtom n'organisa pas de manifestation de grande envergure immédiatement sur la question de Tchernobyl et préféra garder des réserves pour la manif de juin, en préparation depuis plusieurs mois déjà.

Cette manif connut ainsi un succès indéniable puisque plus de 3'000 personnes y participèrent, perturbant le déroulement de la foire et des conférences qui s'y tenaient pendant tout un après-midi.

Par ailleurs, plusieurs interventions parlementaires en liaison avec le mouvement provoquèrent un débat, obligeant le gouvernement à se justifier sur la présence de cette foire à Genève, à publier le résultat des colloques et à prendre plus de distance à l'avenir par rapport à de telles manifestations.

ContrAtom «autonome»

C'est après l'été 86 que des militants de diverses tendances et groupements estimèrent important de continuer sur la lancée de juin et de développer l'activité de ContrAtom, en se donnant pour tâche prioritaire la mise sur pied d'un réseau de mesure de la radioactivité. C'est en effet, à la lumière des manquements révélés en

matière d'information et de transparence à l'occasion de la catastrophe de Tchernobyl que cette idée fut émise et commença à se réaliser.

Les nombreux soutiens que l'association a reçus depuis lors, soit près de deux ans, pour ses différentes campagnes et actions prouvent, si besoin était, que ContrAtom remplit bien un vide dans le domaine de l'action politique écologique. Ces soutiens ont été très divers, tant par leur forme que par leur provenance. En effet, ils se sont exprimés sous forme de pétitions ou de lettres collectives, de participation à des manifestations, de dons d'argent, de renforcement militant de l'association et enfin d'actions "clandestines" isolées (sprayage du TGV et de l'immeuble du Sujet, distribution de tracts imitant des consignes officielles de la protection civile, etc.) organisées par d'autres groupements, mais toujours liées à une campagne menée ouvertement par ContrAtom. Enfin, la diversité de ces soutiens reflète aussi la diversité de ceux dont ils émanent.



La légitimité et la représentativité large de ContrAtom sont ainsi clairement démontrées et en fait, alors, un interlocuteur inévitable pour des autorités ou des institutions concernées par les problèmes posés par l'industrie nucléaire. Des membres de l'association furent en effet reçus par le Consul de France à Genève et par le Conseil d'Etat genevois. Les revendications exprimées par ContrAtom furent soutenues par le Conseil municipal de la ville de Genève et d'autres parlements municipaux ainsi que par le Grand Conseil genevois, qui vota à la quasi-unanimité une motion sur la question de Malville et dont l'exposé des motifs était un tract de ContrAtom.

CLIMAT, ÉNERGIE ET POLITIQUE

Conséquences écologiques d'un été caniculaire.

Nous avons passé un été exceptionnel en Suisse et en Europe. Nos climatologues nous ont déjà averti depuis longtemps, mais nous n'avons pas voulu les croire. Nos dirigeants ne voient qu'à court terme, comme notre conseiller fédéral Rösti qui n'attendait pas des températures aussi élevées!. Il y a peu de temps, le Conseil fédéral a biffé la participation de la Suisse d'environ 50 millions de francs par année au programme Copernicus (recherche européenne pour rassembler l'ensemble des données obtenues à partir des satellites environnementaux).

Idem pour nos forêts: le Conseil fédéral a réduit le crédit de recherche pour l'adaptation de nos forêts aux conditions climatiques par l'introduction de nouvelles espèces. Nos politiciens ont préféré favoriser la construction d'autoroutes et l'armée à l'environnement. Malheureusement une grande partie de la population les suit. Espérons que nos parlements vont modifier ces priorités!



Selon les statistiques, le parc de véhicules a augmenté de 1% en 2025 par rapport à 2024 (et +42% depuis 2000); nous avons maintenant un véhicule pour 1,4 personne (6'575'521 véhicules en 2025). Le ratio était de 1,6 en 2000 (+2'000'000 véhicules à moteur depuis 2000!). Bien sûr, nous avons aussi aug-

menté la consommation d'essence de 0,6% en une année, malgré le progrès technique et les voitures électriques! La consommation de carburant a augmenté depuis le début du vingtième siècle pour atteindre le sommet vers 2013, suivi d'une forte réduction en 2020 de 25% (Covid), mais depuis elle augmente de nouveau continuellement (+20%). Nous devons réellement fournir un effort et rouler moins, même en voiture électrique (abrasion des pneus = micros polluants qui vont directement dans l'eau). Une voiture électrique consomme environ 20 à 25% de l'énergie d'une voiture à essence.

En ce qui concerne les carburants d'aviation, nous sommes de nouveau aux valeurs d'avant Covid et nous allons vers de nouveaux records. L'aviation est très dangereuse concernant le CO₂, parce qu'elle pollue l'atmosphère. De grands efforts doivent être entrepris pour atteindre les buts de la stratégie 2050, zéro CO₂ en 2050. A mon avis, nous devrions chercher à nous adapter au climat plutôt qu'acheter des climatiseurs. Pendant des décennies, nous avons construit pour nous protéger du froid (insuffisamment malheureusement), ce qui est bien, mais nous devons aussi regarder les effets de la chaleur en été. Une maison bien isolée nous protège aussi de la chaleur extérieure. En revanche, en ville, nous devons prévoir beaucoup plus d'arbres et de la verdure, faire des places avec des sols absorbants, non asphaltés. Ces espaces asphaltés sont des radiateurs en été et renvoient la chaleur dans les maisons. Les petits ruisseaux peuvent aussi participer à créer une atmosphère plus agréable. Avec le réchauffement du climat, nos risques de feux de forêt vont augmenter. La Suisse doit s'équiper de Canadairs (probablement plus de 10 Canadairs pour le prix d'un F35) et, avec cette flotte, nous pourrions aussi aider efficacement nos voisins. Notre plus grand parti politique, l'UDC (malheureusement), est encore climatosceptique; son président (un paysan habitant à 1000 m d'altitude) a dit, avant la canicule, que quelques degrés de plus seront bienvenus... Mais si vous allez en montagne, vous voyez bien le recul de nos glaciers.

Fourniture d'électricité et gestion des barrages.

L'énergie électrique nous cause bien des soucis. Actuellement, cette énergie est gérée par l'argent. Comme il y a eu plusieurs centrales nucléaires arrêtées pendant la canicule (Beznau 1&2 et plusieurs en France entre autres Bugey 3 du 12 au 18 août), par manque d'eau de refroidissement ou par la limite de la température des rivières, le prix a augmenté, et les exploitants ont commencé à turbiner l'eau de nos bar-

rages d'accumulation. Ces lacs sont actuellement 15% en dessous des moyennes des dix dernières années. Bien sûr, le manque de pluie ne favorise pas le remplissage, par contre la fonte des glaciers aide. Nous devons changer l'utilisation de nos barrages d'accumulation sous deux aspects, la gestion d'énergie électrique et la gestion de l'eau d'irrigation. Il va y avoir des régions qui vont manquer d'eau. L'alimentation en eau demande un temps important de planification et de construction. Les riverains du lac Léman ont un grand réservoir à disposition, mais il faut traiter cette eau pour la rendre potable. Il y a aussi d'autres moyens, comme la ville de Lausanne, qui a installé une longue conduite depuis le Pays d'Enhaut il y a plus de 100 ans, et récupère l'énergie de la différence d'altitude grâce à des installations hydroélectriques. Stuttgart prélève également une grande partie de son eau au lac de Constance. Même si une grande partie de l'eau utilisée par les ménages retourne assez vite dans les lacs par les stations d'épuration, il faut économiser un maximum d'eau.



Le nucléaire ne sauvera pas le climat.

L'extraction de l'uranium est très énergivore, polluante et exploitable seulement dans quelques endroits du monde. La construction d'une centrale produit beaucoup de CO₂. Cela demande beaucoup de temps. L'exploitation d'une centrale nucléaire est très risquée

et coûte très cher. Le traitement des déchets pose énormément de problèmes non résolus à ce jour. Rien de positif dans cette technologie! J'ai visité le dépôt intermédiaire (Zwilag) à Würenlingen. C'est un grand hangar avec un traitement des déchets moyennement radioactifs à l'entrée (lavage, brossage, découpage des pièces, contrôle de la radioactivité et tri); une partie est brûlée par un four plasma. Les pièces sont ensuite comprimées pour réduire le volume et mises dans des fûts. Les pièces hautement radioactives sont mises dans des containers Castor ou arrivent déjà dans des Castors. Ces Castors restent 50 ans dans la halle pour réduire la température et l'émission des rayons radioactifs. Bien sûr, le guide de la visite a parlé de détruire la radiation, et a fait d'autres erreurs de terminologie. Mais ses explications ont pour but d'affirmer qu'il n'y a plus de problèmes de traitement des déchets, que tout est sous contrôle. Par contre, il ne parle pas de l'entreposage définitif; ce n'est pas son problème: à la NAGRA de répondre. Il y a toujours des radionucléides qui partent dans l'air, mais selon le guide sans danger et en-dessous des valeurs admissibles. Encore une fois, tout est sous contrôle. Si on pense au nombre d'élèves qui visitent ce centre et ressortent avec ces informations d'une fausse maîtrise de la sécurité, cela fait peur!



Des nouvelles du référendum

Nous avons récolté beaucoup de signatures pour le référendum contre les nouvelles centrales nucléaires. Les signatures vont être transmises à la chancellerie au début du mois d'octobre. Mais c'est seulement un premier pas! Une votation va suivre au début d'année et là, nous avons besoin de votre aide.

Mobilisez-vous pour faire voter votre enourage.

L'avenir est dans l'économie d'énergie et dans les énergies renouvelables.

Erwin Weiss

Place des Nations 1989



Sitting Pont du Mt-Blanc 1987



Berne



Article 160B 1987



Mission de France GE 1994



1er aout 1987



Tchernobyl GE



UBS GE 1989



Les enfants aussi étaient là!...

1989



Frontière (CH-FR) 1989



Les panneaux d'ACR 1987

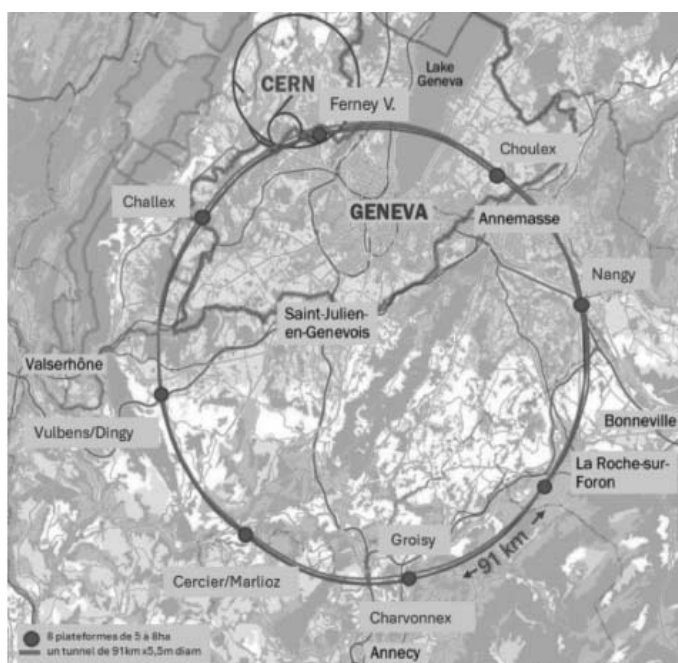


Enterrement de Superphenix 1997

CERN: CONCERTATION BIAISÉE

Durant tout l'été, le CERN a entrepris une vaste campagne de communication à travers le canton. Plusieurs contrAtomistes sont allés à ces rendez-vous, notamment à Unimail, au marché de Plainpalais et à Choulex pour tenter de prendre part au débat.

Remarquons tout d'abord que le terme de concertation utilisé par le CERN pour cette campagne est inapproprié puisque, selon le dictionnaire, une concertation est l'action de débattre pour prendre en compte les divers points de vue et faire émerger l'intérêt général en amont de la proposition d'un projet. Or le projet est ficelé et le CERN daigne seulement entendre l'avis de la population sans s'engager à le prendre en compte!



De quoi s'agit-il?

Rappelons qu'il s'agit du projet mégalo du Futur Collisionneur Circulaire qui serait disposé dans un gigantesque tunnel de 91 km sous le bassin lémanique. Tout ça pour essayer de comprendre, mais sans certitude de résultat, ce qui s'est passé quelques millisecondes après le big bang.

En tant que citoyen, on ne peut qu'être révolté par ce projet qui va coûter beaucoup d'argent, causer des dégâts écologiques immenses (excavation de plusieurs millions de tonnes de gravats, un million de rotations de camions pendant 12 ans, artificialisation des sols, perte de biodiversité, notamment dans la haute Seymaz et les marais de Sionnet)

Compte tenu de tous ces impacts négatifs, la question philosophique qui se pose est: est-ce bien raisonnable

de consacrer tant d'argent et de gaspiller tant de ressources pour savoir ce qui s'est passé il y a des milliards d'années alors qu'on va dans le mur à l'horizon des toutes prochaines décennies?

En tant que ContrAtomistes, trois points justifient particulièrement notre farouche opposition :

- la consommation électrique démesurée qui est incompatible avec les nécessaires économies d'énergie.
- la consommation d'eau qui sera forcément problématique.
- le pied de nez fait à la recherche de sobriété, pierre angulaire de la lutte contre le réchauffement climatique.

Une consommation électrique astronomique

Interrogé sur cette question cruciale, un éminent physicien du CERN a répondu, lors de la réunion tenue à Choulex, que le collisionneur ne fonctionnerait pas la nuit, et que la production d'énergie solaire pendant la journée étant excédentaire, le CERN utiliserait cette énergie dont on ne sait quoi faire! Incroyable! Comment peut-on se moquer du monde à ce point?

Il est certain que les capacités électriques futures seront déjà insuffisantes si un effort généralisé de baisse de la consommation n'est pas entrepris. Alors, il est bien sûr impossible d'envisager la mise en service du futur collisionneur sans une source d'énergie électrique dédiée. Si rien n'est dit sur les moyens réellement nécessaires à l'exploitation du système, on peut craindre que lorsque le projet sera lancé... on nous expliquera que le meilleur moyen de fournir le courant nécessaire est de construire un SMR (Small modular Reactor) à proximité du CERN. On est en droit de penser que les promoteurs du futur collisionneur ne souhaitent pas évoquer un sujet qui pourrait fâcher et provoquer un rejet encore plus grand de la part de la population. Ils passent donc la question sous silence et ne l'évoqueront que lorsque le projet aura été adopté par les pays membres. En effet, la consommation électrique estimée s'élève à 1,4 TWh, soit la consommation d'une ville comme Genève. Si EdF et les Services Industriels de Genève (SIG) s'avèrent incapables de fournir l'énergie nécessaire, on nous expliquera qu'un mini réacteur de 200 mW est capable de délivrer la puissance nécessaire, que le CERN a toutes les compétences pour gérer une telle installation et qu'il distribuera l'électricité excédentaire à des conditions avantageuses pour la population!. Bien sûr, il s'agit là d'une fiction, mais tout à fait plausible

Une consommation d'eau problématique

Le CERN envisage de prélever l'eau nécessaire au fonctionnement de l'installation en trois points distincts : dans le lac de Genève, le Rhône et l'Arve. Les besoins sont estimés entre 2 et 3 millions de m³ soit la consommation de 35'000 à 50'000 foyers.

L'impact hydrique sur la région sera donc conséquent: le lac se réchauffe et le débit du Rhône devrait baisser de 20% d'ici 2050. La Suisse a déjà signé un traité opaque avec la France pour permettre à cette dernière de refroidir ses centrales nucléaires. Si le bassin lémanique est encore une région souffrant moins que d'autres de la sécheresse, qu'en sera-t-il dans vingt ans si le collisionneur devient opérationnel?

Vous avez dit: «sobriété»?

La nécessaire sobriété dont chacun d'entre nous devra nécessairement faire preuve dans les années à venir ne concerne pas seulement l'énergie et l'eau. Elle concer-

ne aussi les matériaux extraits du sous-sol de notre planète et en particulier les métaux stratégiques. Les accélérateurs de particules nécessitent l'utilisation de niobium, de titane et d'étain en quantités très importantes pour la réalisation des aimants supra-conducteurs. Le génie civil nécessitera également des quantités astronomiques d'acier et de cuivre pour la réalisation de l'anneau. Le CERN n'a pas encore publié de document exhaustif et chiffré à ce sujet. Ses têtes pensantes doivent se dire que «l'intendance suivra».

Il y a tout lieu d'être inquiet quant aux conclusions que le CERN tirera de cette «concertation». On peut s'attendre à une conclusion lénifiante du genre «la population s'est montrée très intéressée malgré quelques oppositions qui montrent que l'effort d'explication doit être poursuivi, etc., etc.,...».

Ne nous laissons pas duper! Résistons!

Jean Le Guern



EDF FACE À UN MUR D'INVESTISSEMENTS: QUI VA PAYER?

En plus d'être dangereux, le nucléaire n'est plus rentable. Malgré cela, l'Etat français, au travers d'EdF et d'Orano (ex- Areva) s'engage dans un programme d'investissement suicidaire. Dans ce premier article, nous examinerons la situation d'EdF (le cas d'Orano sera analysé dans un prochain article)

EdF est déjà dans une situation financière problématique

EdF affiche une dette financière nette de 51,5 milliards d'euros à fin 2025. La légère amélioration par rapport à 2024 (de 2,9 milliards d'euros) est insignifiante par rapport au fait que l'endettement du groupe a progressé de 23 milliards d'euros, rien que sur la période 2012-2024. Cet endettement est dû à la baisse de rentabilité de l'énergéticien français, à cause, notamment, de la disponibilité dégradée du parc nucléaire et des arrêts pour corrosion qui ont placé EdF dans une incapacité récurrente à financer les investissements par l'exploitation courante.

Un programme d'investissements ahurissant

Malgré cela, le programme des investissements à venir donne le vertige.

Selon la Cour des comptes (1), EdF doit mobiliser jusqu'à 460 milliards d'euros entre 2025 et 2040 pour l'ensemble de ses activités, nucléaires ou non. Greenpeace, dans son analyse financière de mars 2026 (2), a chiffré le coût de la relance du nucléaire entre 380 et 650 milliards d'euros d'ici 2050.

Les chiffres pouvant évoluer très vite dans le temps (la malheureuse expérience de Flamanville est là pour nous le rappeler), nous limiterons notre tour d'horizon à la période courant jusqu'en 2040 et aux seuls coûts relatifs au nucléaire (les autres coûts concernant principalement le réseau et l'énergie hydroélectrique).

Les principaux postes de dépenses relatifs au nucléaire concernent: la construction des EPR2, la prolongation des réacteurs existants, le démantèlement des installations obsolètes et la gestion des déchets.

Le programme EPR2

Suite au tristement célèbre discours de Belfort de 2022 au cours duquel Emmanuel Macron a tourné le dos à la politique de sortie du nucléaire qui avait été amorcée à la suite de l'accident de Fukushima, le gouvernement français a décidé d'engager la construction de 6 EPR2 d'ici 2030 (8 autres réacteurs pouvant être programmés par la suite). Pour ces 6 EPR2, la facture prévisionnelle n'est pas encore stabilisée : et pour cause, la

conception détaillée n'est pas encore finalisée alors que les travaux de terrassement des premiers réacteurs ont déjà été entrepris!

Aux dernières nouvelles, le coût de ces 6 EPR2 qui s'élevait initialement à 51,7 milliards d'euros (on se permettait même des chiffres après la virgule), puis qui avait été révisé en 2023 à hauteur de 67,4 milliards d'euros pourrait avoisiner les 100 milliards d'euros selon la Cour des comptes. Compte tenu des premiers déboires rencontrés sur les sites de Penly et de Gravelines (3), on peut se poser la question du montant de la facture finale: on ne parle plus de chiffres après la virgule mais d'arrondis à 10 milliards près! Certains économistes indépendants articulent un coût final supérieur à 150 milliards d'euros... alors que les autorisations de construire ne sont pas encore délivrées!

Quand enfin ces réacteurs verront le jour, ils produiront une électricité à 100 € / Mwh alors que les énergies renouvelables coûtent de moins en moins cher: on arrive maintenant à 45 €/MWh pour certaines installations: autant dire que les EPR2 ne seront pas compétitifs lorsqu'ils seront mis en service!

Le grand carénage

Pour exploiter les 56 réacteurs anciens au-delà de 40 ans, EdF doit engager un vaste programme de remise à niveau et de renforcement de la sûreté des installations suite aux recommandations post-Fukushima : c'est le «grand carénage». Il s'agit principalement d'effectuer des travaux sur les générateurs de vapeur, les systèmes de refroidissement, les systèmes électriques et les dispositifs de sécurité. Ces travaux sont à effectuer au cours des visites décennales, donc après 40 ans puis après 50 ans d'exploitation, si on veut pousser ces réacteurs jusqu'à 60 ans d'exploitation : c'est ce que prévoit la PPE - programmation pluriannuelle de l'énergie- (4). Mais ceci a un coût, et il n'est pas négligeable. Greenpeace a calculé que chaque visite décennale coûtait 1,12 milliard d'euros. Pour prolonger tous les réacteurs anciens, une centaine de visites seraient nécessaires, ce qui porte le coût de l'opération à plus de 100 milliards d'euros. Si actuellement, les anciens réacteurs sont encore rentables (du fait de l'amortissement du coût de construction), leur prolongation les rendra de moins en moins compétitifs.

Le démantèlement des installations obsolètes

Pour financer le démantèlement des installations en fin de vie, EdF a provisionné 45 milliards d'euros. Cette somme est jugée largement insuffisante par l'ASN (Autorité de sûreté nucléaire). Le démantèlement est plus complexe et prend plus de temps que ce

qui était initialement prévu. Ainsi la centrale de Brennilis dans le Finistère, arrêtée depuis 1985 et depuis en cours de démantèlement, a fait l'objet de plusieurs incidents depuis le début des travaux (notamment deux départs de feux) et a connu plusieurs coups d'arrêt ayant entraîné une modification du processus d'intervention. Si en 2002, la Cour des comptes estimait le coût de son démantèlement à 482 millions d'euros, EDF a annoncé en 2021 que celui-ci serait achevé «vers 2040» pour un coût total de 850 millions. Et il ne s'agit là que d'un petit réacteur expérimental de 70 MW^e! Il y aura 56 réacteurs beaucoup plus gros (900 à 1300 MW^e) à démanteler ainsi que diverses installations dont Super-Phénix. Les dernières estimations pour ces démantèlements font état d'un besoin de plus de 100 milliards d'euros, soit plus du double de ce qu'a provisionné EDF!

La gestion des déchets

EdF est financièrement engagée dans le projet CIGEO d'enfouissement des déchets hautement radioactifs à Bure (Meuse). En effet, le financement de cette société est régi par le principe du pollueur-payeur. Dans cette logique, EDF est le plus gros contributeur - à hauteur de 70 à 75% - compte tenu du volume de déchets générés par les 56 réacteurs en exploitation, et de celui des déchets de haute activité issus de l'usine de retraitement de la Hague.

Là encore, le coût estimé dépasse largement le coût officiel. Ce dernier s'élevait à 35 milliards d'euros en 2023, mais il est régulièrement revu à la hausse et est estimé, par des experts indépendants, à 75 milliards d'euros, voire plus, ce qui porte la contribution potentielle d'EdF à 55 milliards d'euros environ.

Qui va payer?

En gros (on a oublié les virgules depuis longtemps!), c'est 450 milliards d'euros qu'EdF va devoir déboursier d'ici 2040 pour la seule filière nucléaire. A titre de comparaison, cela représente 20 fois le déficit annuel de la Sécurité Sociale! Compte tenu de la situation financière actuelle d'EdF, c'est l'État, garant en dernier ressort, qui devra payer la facture. Ses argentiers cherchent déjà des remèdes-miracles pour trouver l'argent nécessaire puisque les caisses sont vides! E. Macron a déjà annoncé qu'il comptait utiliser l'épargne des Français investie dans le livret A à hauteur de 50 milliards d'euros. Ce fonds est normalement destiné à la construction et à la réhabilitation des logements HLM. Non seulement cette ponction ne suffira pas à combler le trou, mais elle va diminuer la capacité du pays à limiter les dépenses d'énergie et donc freiner sa décarbonation: un comble!

Comme cela ne suffira pas, E. Macron a lancé un appel désespéré lors du Sommet mondial sur le nucléaire civil qui s'est tenu en région parisienne le 10 mars dernier: «j'appelle chaque acteur, public ou privé à prendre sa part...nous devrions nous réveiller pour que les banques et les assureurs aillent davantage vers le nucléaire». Nul doute qu'il s'agit là d'un vœu pieux et qu'au final c'est le consommateur/contribuable qui paiera!

Pourquoi un tel acharnement à vouloir persister dans la filière nucléaire?

Les gouvernants savent compter et il est inimaginable qu'ils ne voient pas que le pays s'enfoncé dans une impasse économique catastrophique. Si le nucléaire n'est à ce point pas rentable, il doit bien exister une raison...

C'est là qu'intervient la liaison entre nucléaire civil et militaire. Les pays actifs dans le nucléaire civil (Chine, Russie, France, États-Unis) sont aussi ceux qui possèdent un arsenal militaire nucléaire.

Le Président Macron a annoncé récemment que la France allait multiplier le nombre d'ogives nucléaires. Pour cela, on sait bien qu'il faut du plutonium fourni par les centrales nucléaires. Ce que l'on sait moins, c'est qu'il faut aussi du tritium dont le rôle est d'amplifier la réaction de fission lors de l'explosion de la bombe et donc de lui conférer plus de puissance. Or le tritium n'est pas seulement nécessaire pour de nouvelles ogives, mais il est indispensable pour l'entretien du parc. En effet, sa demi-vie est de 12 ans. Ce qui signifie qu'il faut fréquemment renouveler son stock. La centrale de Civaux, notamment, est utilisée à cet effet, en plus de l'électricité qu'elle produit. Sans réacteur nucléaire en activité, pas de bombe...

Serait-ce la vraie raison de cet entêtement à vouloir maintenir un parc nucléaire à tout prix?

Jean Le Guern

rapport de la Cour des comptes à la commission des finances de l'Assemblée nationale - 24 septembre 2025

<https://www.greenpeace.fr/note-le-vrai-cout-de-la-relance-du-nucleaire-en-france/>

ContrAtom N° 159 (Macron s'entête, les EPR s'enlisent)) et N° 161 (Gravelines, Venise de la Mer du Nord)

ContrAtom N° 162 (PPE: la France s'enferme dans l'impasse de l'option nucléaire)

40 ANS DE CONTRATOM EN 14 DATES-REPÈRES

Mars 1986: une foire nucléaire baptisée ENC'86 est prévue à Palexpo en avril . Une poignée de militants d'un groupe baptisé «Courant alternatif», s'organise pour empêcher la tenue de ce congrès: c'est le début de ContrAtom (voir p.4)

Avril 1986: La centrale de Tchernobyl explose . Aux militants déjà opposés au projet de centrale à Verbois, s'ajoutent des Genevois, peu motivés jusqu'alors par la question du nucléaire, et qui prennent soudain conscience du danger . Résultat: ce sont plus de 3000 personnes qui ont manifesté en juin 1986 à l'appel de ContrAtom, barrant les routes d'accès à Palexpo et obligeant les exposants à fuir à travers champs. Ce fut la première et aussi la dernière foire nucléaire à Palexpo!

Décembre 1986: suite à une initiative populaire, l'article 160C de la Constitution de Genève, stipule que les autorités cantonales s'opposent par tous les moyens juridiques et politiques à leur disposition aux installations de centrales nucléaires, de dépôts de déchets radioactifs et d'usines de retraitement sur le territoire cantonal.

Mars 1988: Après l'activisme anarchisant du début, ContrAtom décide de s'organiser en association avec personnalité juridique (l' AG constitutive a été réunie le 25 mars) ,et publie son journal N°1

Juin 1988: début d'une campagne contre le financement du nucléaire par les SIG . «SI: Plus un sou pour le nucléaire.» ContrAtom envahit les locaux des SI à plusieurs reprises et déclenche l'opération «Tirelire» qui fit grand bruit à l'époque. Depuis, les SIG se sont positionnés résolument contre le nucléaire et pour les énergies réellement renouvelables.

Dès août 1989: Instauration de la tradition des pique-niques anti-nucléaires de ContrAtom devant le Consulat de France tout les 1^{ers} jeudis du moi jusqu'à l'arrêt définitif de Superphenix voir N°7

Juin 1997: Arrêt de Superphénix. Après 10 ans de lutte acharnée à laquelle ContrAtom a largement contribué aux côtés des associations françaises, notamment au sein du groupe «Européens contre Superphenix ». Le cauchemar est enfin terminé!

Septembre 2002: ContrAtom participe à la campagne «Non à la LME», pour s'opposer à la libération du marché de l'électricité. Celle-ci est finalement

refusée par le peuple malgré les moyens importants mis en oeuvre par les milieux économiques, voir N°66

Septembre 2005: Les contrAtomistes font le voyage jusqu'à Bar-le-Duc (Meuse/France) pour participer à la gigantesque manifestation contre l'enfouissement des déchets radioactifs à Bure qui a réuni plus de 6000 participants, voir N°79

Avril 2006: Rassemblement anti-nucléaire devant le Consulat de France à Genève à l'occasion de la commémoration du vingtième anniversaire de Tchernobyl . Il s'agit de protester contre la volonté française de poursuivre l'exploitation des centrales nucléaires et d'en construire une nouvelle: le fameux EPR de Flamanville, voir N°83

Mars 2011: Accident de Fukushima. 25 ans après Tchernobyl, c'est la centrale de Fukushima qui est détruite par un tsunami (aujourd'hui, E.Macron dirait: «qui aurait pu prévoir...?!!!») répandant sa radioactivité dans l'archipel japonais. Le 26 mars de la même année , anniversaire de Tchernobyl, 3000 manifestants défilent dans les rues de Genève pour réclamer l'arrêt des centrales nucléaires, voir N°102

Dès juin 2012: ContrAtom prend position devant l'Hôtel-de-Ville contre l'Assemblée Constituante qui tente de saborder nos acquis anti-nucléaires. Au final l'interdiction de construire de nouvelles centrales est maintenue (article 160E), mais malheureusement dans une version quelque peu édulcorée, voir N°108

Mai 2017: Plus de 58% des Suisses ont approuvé , lors d'une votation historique sur la Stratégie énergétique 2050, l'interdiction de construction de nouvelles centrales nucléaires. ContrAtom regrette néanmoins «le verre à moitié plein» car les centrales existantes peuvent continuer de fonctionner... jusqu'à l'accident fatal? voir N°128

Décembre 2019: Arrêt de la centrale de Mühleberg. Contratom avait participé à toutes les manifestations à Berne et à Mühleberg, voir N°137

Juillet 2026: récolte de signatures pour le lancement d'un référendum pour s'opposer au retour du nucléaire fomenté par M. Rösti et approuvé du bout des lèvres par le Conseil National. La lutte continue! voir N°163

Les N° du journal mentionnés sont consultables sur notre site: contratom.ch

ContrAtom participe aux manifestations

«PAS D'ÉTÉS À 50°C!»

Nous appelons à de larges mobilisations en septembre en Suisse. Les vagues de chaleur sont toujours plus intenses et plus fréquentes; leur impact sur nos vies est devenu majeur et bouleverse déjà notre société. Sans réaction, la Suisse pourrait connaître des températures de 50°C en été d'ici à 2050.

Une large coalition rassemblant plus de 100 organisations, qui refusent cette perspective d'un monde invivable, appelle à manifester massivement sous la bannière «Pas d'étés à 50°C!».

Dans plusieurs villes romande:

Genève samedi 19 septembre

14h Parc des Crottes

Lausanne samedi 19 septembre

14h30 Place de la Riponne (horaire à confirmer)

Fribourg dimanche 20 septembre

Marche 14h départ de Guin (Düdingen)

18h arrivée à Fribourg

Bienne vendredi 25 septembre

17h Esplanade

Neuchâtel vendredi 2 octobre

18h Place de la Gare

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DE C O N T R A T O M À L'ARCADE CASTAFIORE

LE MERCREDI 28 OCTOBRE 2026

À 19H30

**20, rue de Montbrillant
(derrière la gare de Cornavin, à
Genève)**

Ordre du jour:

1. Approbation du compte-rendu de l'AG du 12 novembre 2025.
2. Bref rapport d'activités 2025/2026
3. Points statutaires (comptes, comité)
4. Discussion sur le fonctionnement et les perspectives de ContrAtom. Nous comptons sur vos précieuses remarques et suggestions
5. Divers.

Ensuite il y aura à boire et à manger!

Nous nous réjouissons de vous rencontrer.

Le Comité



MINES D'URANIUM EN FRANCE

Il est temps de revenir les pieds sur terre, après bien des péripéties dans les nuages (radioactifs) et même les pieds sous terre dans ces territoires nommés mines d'uranium. Je vous emmène pas trop loin, juste chez nos voisins français.

Plus de 200 mines d'uranium étaient exploitées en France entre les années 1940 et 2000.

L'extraction débute en 1946 et 70'000t d'uranium sortent du sol français.

Les régions les plus touchées, et donc les zones les plus productives, étaient le Massif Central, la Vendée, la Bretagne, le Limousin, le Forez, la Lozère et l'Hérault.

Outre quelques entreprises privées, Cogema, l'ancienne filiale industrielle du CEA (Commissariat à l'énergie atomique), créée en 1976, était le principal extracteur du minerai en France. Par la suite, la société est devenue Areva NC puis Orano.

Environ 200 millions de tonnes de roches ont été extraites sur les sites miniers français, mais seulement 52 millions de tonnes correspondaient à du minerai exploitable. Le reste est qualifié de «stérile» et n'a donc pas été exploité industriellement par la suite. Ces activités ont produit d'importantes quantités de déchets radioactifs (200 millions de tonnes de stériles miniers et plus de 50 millions de tonnes de résidus) et ont été à l'origine d'une modification de l'état radiologique de l'environnement naturel. Elles ont aussi modifié la répartition et l'état physique de l'uranium et des substances radioactives initialement présents dans le sous-sol.

Des matériaux de construction

On a utilisé les stériles miniers comme matériaux de construction ; par exemple le sous-sol du parking du stade de Geugnon en Saône-et-Loire. Sous le parking, à 70 cm, se trouvent 280'000 à 300'000t de rési-

dus et de stériles. A certains endroits, il se dégage une radioactivité 60 fois plus forte que la radioactivité de la région. Il y a danger d'irradiation et de contamination car l'accès est libre. Tout le monde peut se balader et les enfants peuvent jouer avec la terre, se sucer les doigts...

En Haute-Vienne, un ancien mineur, âgé de 50 ans et atteint d'un cancer du larynx, raconte que beaucoup de ses collègues sont déjà morts à l'âge de 40, 42, 45, 46 ans d'un cancer. Après la fermeture de la mine en 1991, 5 ans plus tard, il souffre d'un cancer du larynx. Pour son ancien employeur, la COGEMA, ce salarié n'existe plus, donc aucun suivi médical.

Selon une étude publiée en 2005 par l'IRSN, les travailleurs de l'uranium meurent plus de cancers que le reste de la population. Parmi un bon

nombre de cancers, ils meurent une fois et demi plus de cancers des poumons et deux fois plus de cancers des reins que le reste de la population. Ceci est provoqué par le radon, gaz très toxique dégagé par le minerai d'uranium. Encore un cas de pollution radioactive. Le cas de la scierie de Lavoine (Allier), à proximité du site des Bois-Noirs Limouzat (ancien site minier et usine de traitement du minerai), des débits de dose importants ainsi que des concentrations en radon élevées (plus de 10 000 Bq/m³) ont été relevés. Des actions de retrait des stériles ont été engagées et prises en charge par AREVA.

Le coût global de la réhabilitation de l'ensemble des anciens sites miniers est de l'ordre de 4,5 milliards d'euros, un chiffre à prendre avec prudence car les évaluations varient selon les études et les périmètres retenus. Orano porte la responsabilité financière et opérationnelle de la majorité de ces travaux, sous le contrôle de l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN).

Et les suites sanitaires, qui va s'en occuper?

Philippe Progina

Sources: CRIIRAD

Sfen Académie 235 (Société française d'énergie nucléaire)

IRSN (Institut de radioprotection et sûreté nucléaire)

Avenir Durable ASN (Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection)

LA POSTE

CONTRAST